



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 3 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS

Rue du Général de Gaulle

B.P. n°51

52300 VECQUEVILLE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 septembre 2022 dans l'établissement CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS implanté Rue du Général de Gaulle B.P. n°51 52300 VECQUEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23 septembre 2022 prend place dans le cadre du réexamen IED de la société suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques.

Ces conclusions sur les MTD sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22/06/20, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 09/12/20.

Cette visite a également permis de constater la conformité de l'installation vis-à-vis de l'Arrêté de Mise en demeure du 18/11/2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS
- Rue du Général de Gaulle B.P. n°51 52300 VECQUEVILLE
- Code AIOT : 0005701291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CONSTANTIA Jeanne d'arc exploite sur la commune de VECQUEVILLE (52) une installation spécialisée dans l'impression d'emballage pour l'agroalimentaire. Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°646 du 16 janvier 2011 modifié par l'arrêté n°1019 du 27 mars 2018

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récollement AMPED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/01/2021, article 3.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques – mise à la terre	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 2	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 23/09/2022 a permis de constater le retour à la conformité de l'installation.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit satisfaire, sous un délai de 3 mois, aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé qui prescrit : « une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Il devra être remédié à toute non-conformité dans les plus brefs délais, compte tenu des risques liés à l'activité exercée, et l'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises ».
Constats : Par courriel du 01/03/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des installations électriques effectué par un organisme agréé. L'intervention a eu lieu le 27/12/2021. La mise en demeure peut donc être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai de 6 mois, les dispositions des articles 9.2.1.2, 3.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé, relatifs aux rejets de COV dans l'atmosphère et à la fréquence de surveillance des rejets.</p> <p>Constats : Concernant les dispositions de l'articles 9.2.1.2 : Le présent article porte sur la fréquence des contrôles des rejets des installations.</p> <p>S'agissant des rejets en sortie d'oxydateur thermique, l'exploitant a présenté des rapports de contrôle effectués par un bureau d'étude agréé. Ces rapports font suites aux interventions du 13/12/2021 au 17/01/2022 et du 16/06/2022. La fréquence de contrôle est respectée.</p> <p>S'agissant des chaudières, la fréquence de contrôle indiquée dans l'AP est de 3 ans. Le contrôle des chaudières 1 et 3 a été effectué le 06/04/2020. La chaudière 4 a été contrôlée le 20/10/2021 suite à la précédente visite d'inspection (du 21/09/2021). La chaudière 2 n'est quant à elle plus utilisée d'après l'exploitant. Les fréquences de contrôles sont donc respectées.</p> <p>Concernant les dispositions de l'article 3.3.1.2 : Le présent article porte sur le respect des flux maximum.</p> <p>S'agissant des rejet en sortie d'oxydateur thermique, le rapport issu de l'intervention du 13/12/2021 au 17/01/2022 fait état d'une non-conformité vis-à-vis des valeurs limites d'émission sur le paramètre COVNM. Une valeur de 35,2mg/Nm3 est mesurée pour une valeur limite fixée à 20 mg/Nm3 (le rendement de l'oxydateur étant inférieur à 98%). Cependant, le dernier rapport de mesure pour l'intervention du 16/06/2022 indique un rendement de l'oxydateur thermique de 98 %. C'est donc le seuil supérieur de valeur limite qui s'applique. Il a été mesuré une valeur de COVNM de 30,2 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 50 mg/Nm3. Les autres valeurs limites sont respectées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection des éléments relatifs à la maintenance et au contrôle de l'oxydateur thermique. Ainsi, la maintenance est jugée satisfaisante.</p> <p>La mise en demeure peut donc être levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2021, article Article 3.1.1
Thème(s) : Autre, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
Constats : Il a été observé lors de la visite que le pompage des encres depuis les fûts n'était pas étanche, une émission diffuse de COV a donc été constatée. 
L'exploitant devra donc veiller à fermer les fûts lors du pompage, ou à défaut à mettre en place un système de canalisation des émissions. Un rappel a été fait lors de la visite. La bonne mise en oeuvre des actions correctives fera l'objet d'une vérification lors de la prochaine visite sur le site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet